

JEAN-FRANÇOIS FORGES*

LA MISE EN PLACE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA SHOAH EN ESPAGNE,
À MADRID

L'Espagne fut longtemps à l'écart des questionnements européens sur la Seconde Guerre mondiale. L'enseignement de la Shoah y est étroitement lié à l'avènement de la démocratie, à l'arrivée de l'Espagne dans l'Union Européenne et à son intégration dans l'histoire contemporaine de l'Europe. C'est aussi l'expression de la prise de conscience des problèmes posés par les relations entre le régime de Franco et le Reich et par la situation des Juifs en Espagne pendant la guerre. Un regard nouveau est porté sur la présence des Républicains espagnols dans les camps d'internement français et les camps de concentration allemands et sur la présence des Judéo-espagnols parmi les victimes d'Auschwitz. Enfin, l'histoire de la guerre et les recherches comme celles de Patrick Desbois en Ukraine sur les traces des crimes commis par les Allemands ont une résonance singulière dans un pays où l'on découvre, toute proportion gardée, les fosses communes de la guerre civile. C'est une attitude qui fait penser à celle des Japonais, eux aussi étranger à la Shoah, dont l'attention se porte particulièrement sur l'histoire criminelle de la guerre en Europe avec, en arrière-fond, tous les non-dits des massacres commis par l'Armée Impériale en Asie. Les Sud-Coréens, présents d'une manière significative parmi les visiteurs du musée d'État d'Auschwitz, et les Espagnols maintenant presque aussi nombreux, viennent sans doute en Pologne avec une mémoire nationale douloureuse.

La conférence de Stockholm de janvier 2000 a été déterminante dans la décision du gouvernement espagnol d'arrimer l'Espagne à cette volonté internationale d'« encourager l'éducation des jeunes sur l'Holocauste afin de mieux combattre l'intolérance et l'antisémitisme ». Si la formule de lier le savoir de la Shoah à la transmission de valeurs est maintenant exprimée sans aucune des illu-

* Enseignant en histoire (Lyon).

sions du « plus jamais ça » de jadis, il reste qu'on va retrouver constamment, à côté de l'enseignement de l'histoire de la Shoah, la volonté d'intégrer également ce thème dans l'éducation civique.

Les commémorations ne se mirent pas en place sans difficultés. Au cours de l'Acte de mémoire de 2005 aux Cortès, les tensions apparues entre les mémoires juives, tziganes et républicaines furent difficilement apaisées par Henar Corbi, députée à l'assemblée régionale de Madrid et chargée par le ministère des affaires étrangères des relations avec le judaïsme. Malgré toutes les précautions, le scandale éclata pourtant lorsque le représentant de l'Amicale de Mauthausen, non seulement fit un récit extrêmement approximatif de la déportation mais termina son discours en rappelant de ne pas oublier aussi l'Holocauste... des Palestiniens. Les protestations furent véhémentes. Mais, l'absence de compétence du président de l'Amicale de Mauthausen fut démasquée. Alors qu'il devait accompagner le Premier Ministre José Luis Rodríguez Zapatero à Mauthausen, en mai 2005, il apparut qu'il n'avait jamais été déporté et n'avait aucune qualité pour parler des camps nazis et encore moins de la Shoah.

En 2006, le premier Acte d'État en mémoire de la Shoah s'est déroulé en présence du chef du gouvernement, de six ministres, des représentants des Hauts corps de l'Etat, du maire de Madrid et du roi d'Espagne. La décision fut prise, en accord avec l'assemblée de Madrid, de se référer à la date choisie par les Nations-Unies qui avaient proclamé le 27 janvier « Journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste ». Pourtant, la cérémonie menaçait de créer de nouveaux problèmes. Les représentants de la communauté Tzigane et les délégués des déportés résistants devaient être présents. Mais ces derniers étaient pour la plupart d'anciens Républicains réticents à se trouver devant le Roi. Ils annoncèrent qu'ils viendraient avec le drapeau républicain. Après des négociations, ils acceptèrent de ne porter les couleurs de la République que sous forme d'écharpes plus discrètes. Un discours modéré de Jorge Semprun, qui n'avait pas pu venir pour des raisons de santé, fut lu au cours de la cérémonie. Surtout le roi pris soin de rendre hommage à « tous les enfants de l'Espagne ». Alors les Républicains acceptèrent de serrer la main que le roi leur tendait en signe de réconciliation. On les vit même dissimuler par courtoisie leurs écharpes républicaines devant la personne du roi. Le président de la communauté juive fit lui-même l'éloge des Républicains.

Les discours du roi et du chef du gouvernement proclamèrent la nécessité d'enseigner la Shoah en particulier pour le combat contre l'antisémitisme. Il faut souligner que le mot *Shoah* était prononcé alors que c'est le mot *Holocauste* qui est utilisé habituellement en Espagne. La présentation d'une histoire qui va de l'expulsion de 1492 jusqu'à l'extermination des Judéo-espagnols par les fusils des *Einsatzgruppen* et les chambres à gaz des centres d'extermination nazis de Pologne était une nouveauté absolue en Espagne. C'est alors que le gouvernement

espagnol se lança dans une réforme de l'éducation contenant l'enseignement de la Shoah.

Les cérémonies de 2007 furent décisives pour la question de l'enseignement. Le 24 janvier 2007, le roi et la reine reçurent au Palais de la Zarzuela une délégation de judéo-espagnols survivants des camps nazis. L'Acte de Commémoration du jour officiel de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité revêtit une solennité particulière à l'université Complutense de Madrid. La cérémonie rassembla le président de la Fédération des Communautés juive d'Espagne Jacobo Israel, le président de l'*Union Romani* Juan de Dios Ramirez Heredia, la ministre de l'Éducation et de la Science Mercedes Cabrera et le ministre de la justice Juan Fernando López Aguilar. La cérémonie comporta un aspect religieux, assumé sans difficulté en Espagne, par des interventions et des chants du rabbin Kantor de Genève Yacob Toledano et du rabbin principal de Madrid Moshé Bendahan Israel. Six bougies furent allumées en mémoire des Juifs exterminés, des enfants juifs plus particulièrement, des citoyens espagnols tombés à Mauthausen, Buchenwald, Bergen-Belsen et autres camps, des Tziganes, des Justes. La dernière bougie fut allumée par l'ambassadeur d'Israël en Espagne, Victor Harel, en hommage aux survivants qui ont trouvé un refuge en Israël. On retrouve dans cet ensemble d'intervenants les composantes de la construction de la mémoire en Espagne : Juifs, Tziganes, anciens déportés républicains, en soulignant particulièrement l'aspect religieux et la référence à l'État d'Israël.

Chaque discours a intégré le souci de l'enseignement de la Shoah selon les projets espagnols d'une dimension d'éducation. Ainsi Jacobo Israel, après avoir souligné la spécificité de la Shoah, mais sans oublier les Républicains espagnols et les Tziganes morts dans les camps, a insisté sur l'importance de l'attention à apporter à l'attitude des témoins (distingués précisément des victimes survivantes) complices, indifférents ou secourables : « Les témoins ont eu le choix entre diverses décisions morales et c'est pourquoi l'éducation de la Shoah peut servir de source d'inspiration à la formation morale ». Après avoir évoqué Levinas sur la responsabilité de chacun a vis-à-vis des autres, Jacobo Israel a souligné que l'éducation de l'Holocauste, signifie l'éducation contre Auschwitz et tout ce qu'Auschwitz représente. Enfin, Jacobo Israel a tenu à présenter les anciens déportés présents, des Judéo-espagnols d'Istanbul, de Rhodes, de Salonique, parmi ceux-là Jacques Stroumsa mais aussi des survivants français d'origine ashkénase de Pologne comme Ida Grispan ou de Russie comme Henri Borlant.

Juan de Dios Ramirez Heredia qui parlait au nom des Tziganes a lui aussi insisté sur la question de l'éducation dans la menace toujours présente des exclusions et des discriminations. Après avoir fait le récit d'un massacre nazi où les Juifs et les Tziganes ont été ensevelis dans la même fosse, il a indiqué qu'un de ses six enfants portait le prénom d'Israël.

Les discours des responsables politiques furent porteurs des mêmes préoccupations. Mercedes Cabrera, ministre de l'Éducation et de la Science, insista sur les deux termes de la mémoire et de la prévention. L'Holocauste, dit-elle, a été considéré par l'Espagne comme lointain et relativement étranger à son histoire. Pourtant Mauthausen a été parfois appelé le camp des Espagnols et les Espagnols doivent inclure dans leur histoire les juifs d'origine espagnole exterminés par les nazis. Il est donc nécessaire, poursuivit la ministre, que, pour la première fois, figure dans les programmes du second cycle sous le titre « Histoire du monde contemporain » des références explicites à l'Holocauste. Dans le programme des collèges, l'« Éducation à la citoyenneté » et les « Sciences sociales, géographie et histoire » comprennent une réflexion critique sur l'antisémitisme et les génocides. Mais le sens de ces décisions, souligna encore la Ministre, au-delà de la connaissance historique, est de prévenir la répétition de la barbarie. Il faut alors respecter, entretenir et défendre les institutions démocratiques. La dimension éthique et morale est l'un des aspects de la politique éducative du gouvernement espagnol.

Enfin, Juan Fernando López, ministre de la Justice, a tenu à souligner que si les historiens ont bien délimité le rôle qu'a pu avoir l'Espagne comme refuge pendant l'Holocauste, des diplomates espagnols ont agi au-delà des instructions qu'ils recevaient, pour protéger et sauver des Juifs, par exemple l'ambassadeur [à Budapest] Ángel Sanz Briz. Ainsi, l'Espagne a pu symboliser les deux attitudes possibles d'accueil et de fraternité mais aussi d'intolérance et de violence. Mais, continua le ministre, l'intégration à la construction européenne depuis plus de vingt ans a permis aux Espagnols de se sentir enfin « irrémédiablement et irrévocablement concernés par la souffrance de tout peuple opprimé ». Le ministre rappela aussi que l'histoire de l'Espagne, de la vieille Espagne sépharade ne peut être interprétée en ignorant l'identité juive de même que l'Espagne contemporaine ne peut pas se sentir étrangère à la tragédie de l'Holocauste du fait même de son caractère de crime contre l'humanité. « L'indifférence n'est pas une option ». Le ministre exprima une inquiétude devant la montée d'une sous-culture de l'excès et de la violence. « Derrière toute violence, qu'elle soit domestique ou prétendument politique, se cache un tableau sinistre de contre-valeurs enracinées dans le mépris à l'égard de l'être humain, dans la haine de l'autre, et en définitive, une pente glissante vers la domination, la discrimination, le racisme, la xénophobie ». Puis, le ministre a prononcé un très profond hommage aux Judéo-espagnols reçus à Madrid avec « une grande émotion et un immense orgueil ». Il annonça la création d'une nouvelle institution vouée au rayonnement de la culture judéo-espagnole : *la Casa Sefarad Israel*. Il souligna l'importance de la culture juive en Espagne au temps de l'*Al-Andalus* et au cours des règnes chrétiens du Moyen-âge avec ses philosophes, ses scientifiques, ses écrivains, ses poètes, ses administrateurs. Enfin le ministre rappela comment, malgré la constitution de l'État national qui a voulu s'identifier à l'homogénéisation religieuse et l'expulsion de 1492,

cette culture prestigieuse a continué à développer ses racines en Espagne et dans les pays de la Méditerranée.

Ainsi, l'enseignement de la Shoah est présenté officiellement comme une source essentielle de l'éducation morale et de la transmission des valeurs citoyennes et humanistes. Elle permet aussi de replonger dans les origines et l'identité de l'Espagne. La catastrophe juive de la Shoah est présentée alors comme un crime inouï ayant privé l'Espagne, l'Europe et l'humanité d'une partie de leurs sources vives et de leur substance même.

La *Casa Sefarad*, dont a parlé Juan Fernando López, est une institution d'État dirigée par Ana Salomon, créée par le ministère des Affaires étrangères comme un pôle de réflexion sur l'éducation citoyenne, avec deux partenaires, le gouvernement autonome et la municipalité de Madrid. Elle prend sa place à côté de la *Casa America*, la *Casa Asia* ou la *Casa Africa*. Il y a déjà des *Casas Sefarad* à Cordoue et à Barcelone. Il est alors ajouté le nom d'Israël à celui de la *Casa Sefarad* de Madrid. Ainsi la question des Juifs espagnols et des judéo-espagnols passe par le ministère des Affaires étrangères et la référence à l'État d'Israël.

Après le décret du ministère des Affaires étrangères sur l'*Acte* de mémoire, c'est la participation de l'Espagne aux conférences européennes sur les questions de la mémoire et de l'histoire qui a conduit ce pays à mettre en place son projet pour l'enseignement de la Shoah. Ce fut d'abord la conférence sur l'antisémitisme de l'*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe* qui s'est tenue à Berlin en 2004, l'année de l'arrivée au pouvoir de José Luis Rodriguez Zapatero. Comme on l'a vu, en décembre 2004, paraît le décret qui proclame le 27 janvier comme date de la commémoration internationale de la Shoah et dès janvier 2005, la première cérémonie, le premier *Acte* de mémoire dans ce sens. La même année la conférence de l'Organisation de Sécurité européenne se tient à Cordoue. C'est à Cordoue que les responsables espagnols décident de se rapprocher de la *Task Force for International Cooperation on Holocaust Education Remembrance and Research*.

En juin 2005 se tint à Cracovie la première réunion internationale sur l'éducation autour du thème de la Shoah. L'Espagne y a été représentée. Le 8 novembre 2005, ce fut la première réunion sur le thème de l'éducation avec les ministères de l'Éducation, de la Justice et des Affaires étrangères. En décembre 2005, Henar Corbi et des représentants du ministère de la Justice et des Affaires étrangères se retrouvèrent à Varsovie à une réunion de la *Task Force*. Le ministère de l'Éducation lui-même s'est joint à eux l'année suivante.

Le 7 avril 2006, le parlement espagnol qui a baptisé l'année 2006 *Année de la Mémoire* a prévu une matière totalement nouvelle dans les programmes scolaires, l'*Éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme* où la Shoah doit s'inscrire comme un thème central de réflexion.

Le groupe de travail interministériel de référence, composé des trois ministères de l'éducation, de la justice et des affaires extérieures, a été chargé de piloter les actions qui ont conduit à :

- L'élaboration des Unités Didactiques de cette matière nouvelle (objectifs, contenus, méthodologie et système d'évaluation) ceci aussi bien au niveau primaire et secondaire qu'au niveau du baccalauréat.

- La révision des manuels scolaires existants (manuels d'histoire essentiellement mais aussi de philosophie et de lettres) qui mentionneront l'apport important de la culture juive en Espagne. Il est dit que la présence juive en Espagne a été longue, 600 ans environ, et a imprégné durablement la culture espagnole. D'une part, la diaspora a diffusé activement sa culture d'origine dans tout le bassin méditerranéen et, d'autre part, les conversos ont perpétué les traditions juives à l'intérieur même du pays. Pour ces raisons-mêmes l'étude de la Shoah est légitime en Espagne.

- L'élaboration du matériel pédagogique destiné aux professeurs et aux élèves.

- L'incorporation de l'Espagne dans la Task Force.

Ainsi, en décembre 2006 l'Espagne est devenue officiellement observateur à la *Task Force*. Depuis la réunion de juin 2007 à Prague, l'Espagne est candidate à l'étape d'intégration à la *Task Force* « *Liaison country* ». Il faut deux parrains. Tout le monde veut être parrain de l'Espagne et en particulier l'Argentine. L'Espagne choisit cependant les pays avec lesquels elle travaille déjà, Israël et la France. Henar Corbi et Ana Salomon sont les représentantes institutionnelles, le philosophe Reyes Mate, représentant scientifique et une française, Patricia Amardeil comme « *personne ressource* » pour les projets pédagogiques.

On peut prendre un exemple symbolique de la volonté de la transmission : la construction d'un monument commémorant la Shoah dans la capitale de l'Espagne. Henar Corbi, qui fit le lien entre le gouvernement de Madrid et la communauté juive, et le président de la communauté régionale de Madrid, Alberto Ruiz Gallardon, actuellement maire de Madrid, ainsi que le président de l'assemblée parlementaire, tous venus de bords politiques différents, s'accordèrent cependant sur cette volonté d'hommage aux victimes de la Shoah.

Le monument a été réalisé par Samuel Nahón. Placé au cœur du quartier *Campo de las Naciones* dans le Parc Juan Carlos 1^{er}, à côté des oliviers centenaires qui furent conservés lors de la réalisation des jardins, il est une grande réussite. Il est facile à comprendre et, en ce sens, très pédagogique. Des traverses de chemin de fer en forment le socle. Il est constitué par six flèches de métal brut qui s'élèvent à 10 mètres de hauteur, chacune terminée par des arêtes vives triangulaires et formant, quand on regarde le monument de face, une étoile de David éclatée. Il fut inauguré le 15 avril 2007. Mais des problèmes sont encore apparus. Les

seuls invités furent les Juifs et les représentants des Tziganes ont protesté. Pourtant une plaque indique que le monument est dédié à la mémoire des « 6 millions de Juifs assassinés par la barbarie nazie pendant la Shoah » et à celle des « victimes espagnoles, tziganes et d'autres collectivités assassinées dans les camps d'extermination ». Le monument n'est pas encore inscrit dans les circuits de mémoire par les collectifs qui travaillent sur la mémoire historique à Madrid et il n'y a pas de visite officielle du monument lors des visites scolaires du parc. Cependant, le monument est tellement visible que certainement des élèves demandent ce qu'il représente et pourquoi il est là et on peut penser qu'au fil des années, le monument trouvera sa valeur pédagogique dans un lieu appelé à être parcouru par des dizaines de milliers de visiteurs chaque année.

Le décret-loi qui inscrit la Shoah dans les programmes d'histoire et d'Instruction civique dans les différents niveaux du système scolaire espagnol contient un plan progressif d'expérimentations et de formation d'un millier d'enseignants qui doit s'achever en 2010. La réforme de l'enseignement permettra de former des enseignants sur le thème de la Shoah, de créer des chaires d'histoire à l'université pour des spécialistes, de multiplier les voyages d'étude dans les camps d'extermination, de traduire des livres.

Les projets visent à former une sorte de noyau dur central avec une série de cercles concentriques d'enseignants pour sensibiliser et former l'ensemble des professeurs (stages au *Mémorial de la Shoah* et à *Yad Vashem* en particulier) en impliquant au plus haut niveau des représentants de l'État espagnol, des ministères de l'Éducation, de la Justice et des Affaires étrangères.

Derrière les cérémonies officielles, les discours des grands personnages politiques, intellectuels et religieux, il y a un immense travail discret mais efficace d'un petit groupe de personnes qui ne se placent pas au premier plan, animé d'une volonté sans faille de surmonter les difficultés, les lourdeurs des institutions et les réticences, parfois même affronter les hostilités de toutes sortes. C'est pourquoi, on ne peut pas parler de la transmission de la mémoire et de l'histoire de la Shoah en Espagne sans parler d'Henar Corbi mais aussi de Patricia Amardeil.

Patricia Amardeil, professeur d'italien, a su faire du travail sur la Shoah au lycée français de Madrid un modèle pour le projet du gouvernement espagnol. Les liens avec les grandes institutions européennes ont tout d'abord été établis : en France avec le *Mémorial de la Shoah* à Paris, la *Fondation pour la mémoire de la Shoah*, la *Maison des enfants d'Izieu*, en Italie avec le *Mémorial de Fossoli*, la *Villa Emma* à Nonantola, l'*Istituto storico di Modena* et en Allemagne avec le *Mémorial de la Villa Wannsee*. Des rencontres furent organisées à l'Institut français et au lycée français avec Claude Lanzmann, Marcello Pezzetti ou Patrick Desbois et avec des survivants aussi considérables qu'Ida Grinspan, Jacques Stroumsa, Henry Borlant, Shlomo Venezia.

Les premières actions sur la mémoire et l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ont été des voyages réunissant des élèves espagnols et français au camp de Rivesaltes en 2003. Il s'est agi véritablement là d'un travail pionnier pour montrer comment la mémoire espagnole rejoignait la mémoire tzigane et juive dans les camps d'internement du midi de la France. Ce travail a conduit naturellement les élèves espagnols à constater ce point commun de leur histoire avec l'histoire européenne. Un aspect de l'histoire des Espagnols, à Rivesaltes ou à Mauthausen, s'est écrit dans l'histoire des camps d'internement français et des camps de concentration allemands. Ce travail a ainsi permis au lycée français d'être regardé par le gouvernement espagnol comme un lycée pilote dans le travail pédagogique sur la Shoah. Ce travail enfin a été pris en compte explicitement par le gouvernement espagnol, d'une part, dans l'introduction de la Shoah dans les programmes scolaires et dans la reconnaissance de la mémoire des Judéo-espagnols, reconnaissance qui s'est manifestée comme on l'a vu par des *Actes* de mémoire.

On peut insister sur deux étapes du travail pédagogique mis en œuvre à Madrid. Tout d'abord le travail fondé sur des voyages et des rencontres avec des témoins à Izieu en France et à Nonantola en Italie, c'est-à-dire un lieu où des enfants n'ont pas été sauvés et un lieu où ils ont été sauvés. On sait l'intérêt pédagogique de montrer la réalité de la Shoah dans l'extermination des enfants juifs d'Izieu mais aussi l'espérance dans l'humanité que donnent les paysans, les prêtres et religieuses qui ont caché des enfants et des adultes à Nonantola. Ces voyages ont permis grâce aux rencontres avec des témoins d'étendre la réflexion sur un grand nombre de thèmes. À Izieu les élèves espagnols ont vu comment l'histoire de l'Espagne s'intègre à l'histoire européenne en rencontrant Emilio Vasquez, un ancien Républicain espagnol réfugié en France et qui s'y était assez bien intégré pour devenir le maire de son village du Bugey *Les Avenières*. Après avoir visité le camp de Fossoli et lu des extraits du témoignage de Primo Levi, à Nonantola, les élèves ont pu prendre conscience que l'héroïsme n'est pas une valeur abstraite et qu'il est possible de dire non même devant la pire barbarie à travers des témoins qui avaient leur âge pendant la guerre et qui avaient pourtant subi l'éducation fasciste. Ils n'ont sans doute pas oublié Geppe Bertoni dont le père avait eu le courage de mettre en péril non seulement sa vie mais aussi celle des siens en cachant chez lui des enfants juifs. Geppe Bertoni se souvenait comment son père, à la pédagogie énergique et sans concession, lui avait dit, en lui frappant le front de son poing serré : « Si tu dis au dehors qu'il y a des enfants juifs ici, je te tue ! »

Le deuxième exemple est le séjour des élèves du lycée français de Madrid en Pologne en février 2008. Le voyage avait été considéré par le gouvernement espagnol comme un modèle et des représentants du ministère de l'Éducation et de la science, José Luis Estefanía Lera et Balbina Cortijo Cadenas, accompagnaient les élèves pour constater en quoi un tel voyage pouvait avoir une valeur de trans-

mission de l'histoire et de la mémoire. Après une visite à Paris au *Mémorial de la Shoah* et à Drancy, les deux premiers jours en Pologne furent consacrés aux visites des traces juives dans la vieille ville de Cracovie, puis dans le quartier de Kazimierz et dans le quartier du ghetto nazi de Podgórze avec une visite du camp de Plaszow. À Oswiecim, pendant deux jours, les élèves ont pu visiter le musée d'Auschwitz, puis Birkenau, ainsi que le camp des Tziganes, le site de Monowitz et celui du *Kommando* extérieur des femmes de Budy.

Il y eut deux moments particulièrement forts qui méritent d'être soulignés comme exemplaires d'un processus pédagogique. Au *Mémorial de la Shoah*, les élèves ont assisté à une conférence, préparée par Michel Azaria, vice-président de l'*Association Judéo-espagnols à Auschwitz*, d'un ancien déporté, Haim-Vidal Sepiha, président de l'*Association Judéo-espagnols à Auschwitz*. Il y eut d'abord l'émotion d'entendre le judéo-espagnol, ce témoignage des liens séculaires entre les descendants des juifs chassés d'Espagne et les Espagnols d'aujourd'hui et la mise en évidence que les nazis avaient massacré des hommes et des femmes qui étaient encore profondément liés à la terre espagnole. Il y eut ensuite la rencontre des élèves avec Haim-Vidal Sepiha au terme de sa conférence. Il suffit de lire le message qu'il a envoyé après cette rencontre avec, dit-il, « les lycéens espagnols si attentifs à mes paroles, si accessibles aussi ». « L'important, c'est de semer et non de sommer ! [...] Les dernières dix minutes, alors qu'ils m'entouraient, me furent un véritable baume. Je me sentais comme leur abuelo [grand-père] à tous et avais envie de les embrasser toutes et tous comme mes petits enfants chagrinés par ce que je leur avais conté et qu'il me fallait consoler. »

Le deuxième moment essentiel sur le plan pédagogique se déroula à Birkenau, sous une légère pluie d'hiver, devant la plaque écrite en judéo-espagnol et apposée le 24 mars 2003 sur le monument commémoratif à côté des dalles rédigées dans toutes les langues des victimes des nazis. Pour exprimer le lien entre les Judéo-espagnols et la terre de *Sefarad*, les élèves avaient apporté des pierres d'Espagne pour les poser sur la dalle, selon la coutume juive. Mais ils n'avaient pas choisi des pierres ordinaires : c'était des pierres soigneusement peintes, des pierres de collections de minéralogie, des pierres sans doute précieuses avec des fossiles, et même une rose des sables qui venait peut-être du Sahara espagnol...

Le voyage fut ainsi rigoureusement fondé sur les dates, les lieux précis et les événements. Si l'émotion, alliée de la transmission de la mémoire, était présente, elle était maîtrisée et tournée vers la réflexion.

Il reste cependant bien du travail à faire. Il y a une question politique qu'il ne faut pas cacher. Le Parti Populaire avait dans son programme la suppression de l'Instruction civique, pour revenir sans doute à la situation où seule l'Église catholique contrôlait la transmission des valeurs morales. Dans les milieux de la droite conservatrice c'est la suppression de l'enseignement religieux et son remplacement par l'éducation à la citoyenneté qui a provoqué des manifestations d'oppo-

sition. Le 31 janvier 2008 la conférence épiscopale a appelé expressément les catholiques à voter pour le Parti populaire lors des élections législatives du 9 mars. Au nom de la défense du catéchisme dans l'enseignement public, les évêques ont refusé la nouvelle matière. C'est d'ailleurs une idée qu'on retrouve au plus haut niveau de l'État, aux États-Unis ou même dans la France laïque, que seuls les ministres des religions peuvent transmettre des valeurs et donner du sens à la vie. Ce projet a échoué avec la victoire électorale de José Luis Zapatero et des socialistes en mars 2008 et le problème est bien de mettre en place des institutions irréversibles pour l'enseignement de la Shoah et l'éducation.

Cependant, il faut souligner que le Parti populaire n'est nullement hostile à l'enseignement de la Shoah. Lors du *Yom HaShoah*, la déclaration de Stockholm est lue en présence de représentants des partis politiques et souvent des personnages importants du parti socialiste et du Parti Populaire mais aussi des catholiques et même des responsables de l'Opus Dei.

L'ignorance du grand public en Espagne pour les événements de la Shoah demeure profonde et le grand quotidien national *El País* n'a pas cru nécessaire de mentionner aucune des cérémonies qui eurent lieu à Madrid en janvier 2007.

Dans la conscience collective, il n'y a pas de différence entre la déportation des Républicains dans les camps de concentration nazis et la déportation des juifs et des gitans dans les camps d'extermination nazis. L'étude systématique des camps d'internement du Sud de la France et des camps nazis est indispensable pour comprendre la nature de ces deux réalités.

On remarque aussi en Espagne une absence de culture des lieux de mémoire et d'histoire, lesquels sont généralement des points de référence indispensables pour la transmission collective des faits. Il n'y a pour ainsi dire aucune reconnaissance officielle des lieux de mémoire de la guerre civile, pas de grands sites mémoriels et de pédagogie. Le génocide des Juifs qui n'a pas été perpétré en Espagne est une réalité étrangère. Il faudra dépasser l'idée de frontières et créer des habitudes de travail avec la visite des lieux de mémoire européens. Cette approche est indispensable à une meilleure compréhension de cet événement historique majeur.

Et il faut veiller aussi à ce que l'étude de la Shoah ne soit pas freinée par des considérations hors sujet sur le sionisme et les problèmes actuels du Moyen-Orient.

L'Institut français de Madrid, dirigé jusqu'en 2005 par Roger Barrié, a soutenu le travail des enseignants français, par exemple en présentant les expositions des bilans des actions pédagogiques franco-espagnoles sur la Shoah. On espère que le lycée français maintiendra une pédagogie sur la Shoah jugée exemplaire par le ministère espagnol de l'Éducation mais on sait que ces orientations qui dépendent largement des personnes ne sont jamais définitivement acquises.

Il faut créer une chaîne continue de transmission de la Shoah dans la société qui passe par l'université, l'école, la société civile. Actuellement cette chaîne est discontinuée. Il y a, ça et là, quelques enseignants qui, de leur propre chef, ont décidé de faire étudier la Shoah à leurs élèves. Il y a quelques spécialistes qui organisent des séminaires. Mais il n'existe pas de lien entre ces actions, il n'y a pas encore de politique concertée et commune qui soit propice à une diffusion générale. C'est en inscrivant l'étude de la guerre civile et de la Seconde Guerre mondiale au programme obligatoire de toutes les régions d'Espagne (les programmes scolaires sont élaborés en Espagne sur la base d'un tronc commun de 40 %, le reste étant laissé au libre choix des régions autonomes) qu'il pourra y avoir une mise en commun et une confrontation véritable de toutes les recherches entamées. L'Espagne a largement contribué à donner à l'Europe sa plus haute civilisation. Elle est aussi concernée par la pire des barbaries que l'Europe n'a pas su empêcher.